

Publié dans le Figaro du 6 décembre 2016

Défense et développement : une seule voix pour « une paix d'avance »

Pour le chef d'état-major des armées et le directeur général de l'AFD*, il ne peut y avoir de paix durable sans développement ni de développement durable sans paix.

DABI, FRÉDÉRIC

Alors que se tient le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, le monde de la défense et celui de l'aide au développement font face à des défis communs ; ils travaillent souvent sur les mêmes terrains. Animés, tous deux, par la volonté de mettre un terme aux crises et d'agir sur les causes structurelles des conflits, ils mesurent tout l'intérêt de parler d'une seule voix.

Depuis le tournant des attentats des années 2015 et 2016, nous percevons avec encore davantage d'acuité que la paix ne va jamais de soi ; qu'il faut la conquérir et la protéger. C'est à cela que nous travaillons, communauté de défense et communauté du développement réunies, en essayant de tirer la plus grande efficacité de notre complémentarité. Car il ne peut y avoir de paix durable sans développement ni de développement durable sans paix. Seul l'alliage qui combine sécurité et développement est propre à constituer l'armature d'une paix durable.

Lorsque les pillages, les rackets, les enlèvements se pratiquent à grande échelle, comme dans certaines régions du Sahel où les pires exactions sont commises, il n'est plus possible de scolariser ses enfants, de développer son commerce, d'avoir une vie sociale ou de se projeter dans l'avenir.

L'intervention militaire apparaît alors souvent comme l'ultime recours pour enrayer une crise qui n'a pu être évitée, en raison d'une insuffisance du développement auparavant.

Lorsqu'ils sont engagés en opérations, dans des situations toujours complexes et difficiles, les hommes et les femmes de nos armées font face à leurs responsabilités avec détermination et sens du service ; parfois jusqu'à l'héroïsme. Ils opposent la force légitime à la violence. Ils protègent et ils sauvent. Sur le terrain, ils portent des valeurs dont nous pouvons être collectivement fiers : le respect, la discipline, la cohésion, le courage. Ce ne sont pas que des mots pour nos militaires ; ils vivent de ces valeurs avec l'ambition de les faire renaître, là où elles ont disparu.

Mais ils savent aussi que « gagner la guerre ne suffit pas à gagner la paix ». Une stratégie basée sur les seuls effets militaires - détruire un camp d'entraînement djihadiste ou arrêter une colonne de pick-up - ne pourra jamais agir sur les racines de violence, lorsque celles-ci s'ancrent dans le manque d'espoir, d'éducation, de justice, de développement ou de gouvernance.

Intervenir en amont des crises est un impératif. L'aide publique au développement doit y pourvoir en agissant sur les causes structurelles - avec modestie mais avec détermination. Sans le retour de l'État au service de sa population, sans l'accès aux services essentiels, les militaires seront en permanence dans la gestion de crise - exposant leurs vies pour préserver celles des autres. Avec l'aide publique au développement, il est possible de contribuer à la réduction des vulnérabilités qui sont à la racine de la violence, de gagner en résilience pour les populations et les institutions, et d'enclencher un cycle vertueux qui ouvre des perspectives sociales et économiques à chacun.

Publié dans le Figaro du 6 décembre 2016

Quelle que soit la nature exacte des crises, une approche globale est toujours nécessaire. Avant même l'action militaire, les acteurs du développement doivent être associés à la gestion de crise. Leur connaissance du milieu et leur maîtrise des enjeux du développement sur le terrain sont incontournables. Ainsi, seule une solide articulation opérationnelle, ancrée dans la réalité de la situation, peut permettre une transition efficace entre acteurs de sécurité et acteurs du développement. L'interopérabilité entre nous n'est pas un vain mot ; il ne s'agit pas de confondre nos missions respectives, mais de créer les conditions d'une action concertée. « L'équipe France » affiche, plus que jamais, cette ambition. Elle doit, pour cela, continuer à développer les synergies et bénéficier de moyens renforcés pour être plus réactive.

C'est le sens des différents engagements pris par le président de la République, ces derniers mois. Il a en particulier annoncé la création d'un nouvel instrument de soutien pour les pays en crise au sein de l'Agence française du développement. Doté de 100 millions d'euros par an dès 2017, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2017 en cours de discussion au Parlement, cet outil de financement nouveau, spécifiquement dédié au traitement des causes profondes de crise, était indispensable : lorsque les solutions de développement sont servies par une volonté forte et des moyens suffisants, les vulnérabilités, à la racine de toute explosion de violence, disparaissent peu à peu.

Ces engagements contribuent à se rapprocher de l'objectif de 0,7 % du PIB pour l'aide publique au développement. Ils sont aussi à mettre en regard de la volonté, qui fait désormais consensus parmi les responsables politiques de notre pays, d'accroître les moyens consacrés à la défense pour aller vers un budget de défense à hauteur de 2 % du PIB, pensions incluses, durant le prochain quinquennat.

Ces deux dynamiques obéissent, en réalité, à une même logique : celle de répondre à l'instabilité et à la complexité de la situation sécuritaire ; celle d'adopter une approche globale, agile et évolutive ; celle de ne pas s'attaquer uniquement aux effets des crises, mais également à leurs causes profondes par la prévention et l'aide au développement.

L'impératif de responsabilité commande d'investir simultanément dans la défense et dans le développement, au service d'une paix d'avance.

PIERRE DE VILLIERS ET RÉMY RIOUX